

**Franziska METZGER, François VALLOTTON, dirs,**  
*L'historien, l'historienne dans la cité.*  
 Lausanne, Éd. Antipodes, coll. GRHIC, 2009, 210 p.

Dirigé par Franziska Metzger et François Vallotton, *L'historien, l'historienne dans la cité* rassemble les communications présentées lors d'un colloque organisé par le Groupe de recherche en histoire intellectuelle contemporaine (GRHIC) et qui met en contact les chercheurs rattachés à diverses universités helvétiques et étrangères travaillant sur la thématique de l'histoire intellectuelle contemporaine en Suisse. L'ouvrage comprend trois chapitres : « Histoire, économie et société » examine la trajectoire et l'usage de l'Histoire et/ou de l'historien(ne) à travers différents champs  $\tilde{n}$  communicationnel, politique, économique et social  $\tilde{n}$  de la société ; « Vulgarisation et médiatisation de l'histoire » analyse le traitement de l'histoire d'un point de vue culturel, médiatique et pédagogique ; « Représentations et fonction sociale de l'historien » se concentre sur la question de la mémoire. Questionner le rôle de l'historien et/ou de l'historienne en Suisse est pertinent et les pistes de réflexion nombreuses. Ainsi télévision, enseignement secondaire, politique sont-ils quelques-uns des sujets traités qui, en dépit de leur diversité, sont saisis selon des modalités proches par les auteurs. En effet, tous partent du travail de l'historien pour progressivement glisser vers la prise en compte du contexte dans lequel celui exerce.

La première contribution (Franziska Metzger), un peu en écart par rapport à celles qui suivent, traite de la construction des discours historiques. L'auteure se focalise sur le fonctionnement de ceux-ci, sur les mécanismes discursifs et performatifs de la construction identitaire de groupes tels ceux réunissant les entrepreneurs de mémoire, qu'ils soient témoins ou historiens. Elle montre l'évolution de ces « communautés de communication » en « communautés de savoir » et en « communautés de mémoire » (p. 20). Les propos historiques pouvant être relatés dans certains milieux de mémoire « présupposent des processus complexes de sélection de différents stocks de savoirs et de discours sociaux » (pp. 24-25). C'est pourquoi le travail de l'historien réside en « l'observation rétrospective » de ces réalités sociales mémorielles  $\tilde{n}$  par les témoignages, les archives, etc.  $\tilde{n}$  dans le but de valider ou non ce qui est énoncé. Le travail de l'auteur est donc double : il renvoie à « la mise en parole des représentations sociales » et au « croisement des différents champs discursifs » (p. 30).

Après ces propos liminaires, la contribution d'Irène Hermann met en perspective le pouvoir pris par les hommes politiques par rapport à leur « utilisation » de l'Histoire. Ces derniers sont à l'origine d'ouvrages sur le passé qui peuvent contenir des « distorsions » pouvant aller « de l'exemplification à l'occultation en passant par la falsification » (p. 39) ; le tout permettant de qualifier des idées et orientations politiques. Mais si l'auteur montre ces liens, c'est avant tout pour insister sur le rôle primordial de l'historien dans la connaissance du passé. C'est à la sphère économique que s'intéresse Malik Mazbouri, à travers la figure de Julius Landmann, émigré juif d'Europe orientale. Ce dernier s'est intéressé à l'usage de l'histoire dans l'économie suisse et à une instrumentalisation de celle-ci par les pouvoirs publics. D'une part, cette analyse montre l'influence du secteur économique sur le pouvoir d'État ; d'autre part, elle met à jour les éventuelles altercations entre histoire et politique quand cette dernière est mise à mal.

La dernière contribution de ce chapitre, celle de Liliane Mottu-Weber, est quelque peu décalée par rapport à celles de ses confrères mais n'en demeure pas moins intéressante. En effet, l'auteure se place sur le terrain de l'autoréflexion, présentant son parcours universitaire pour proposer ensuite une explication argumentée et exemplifiée de l'invisibilité des femmes historiennes. Enfin, Liliane Mottu-Weber soulève la question du genre qui, selon elle, ne serait pas « résolue »  $\tilde{O}$  En revanche, elle ne se manifeste plus comme auparavant, les hommes connaissant désormais eux aussi des difficultés à trouver un poste à l'université.

La deuxième partie de l'ouvrage déplace le regard en traitant ou bien d'une personnalité particulière, ou bien en convoquant une autre discipline. Par exemple, Zsolt Keller traite de la Shoah selon la vision qu'en donne le juriste et journaliste Benjamin Sagalowitz. Le propos montre l'importance de la médiatisation de l'histoire sur des évolutions politiques. Une nouvelle fois, on constate le poids de l'histoire sur les décisions politiques. En effet, l'auteur présente la « professionnalisation des mesures de défense juives » (p. 90) avec, par exemple, la création de la commission « Aide et construction » de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) qui joua un rôle de meneur spirituel pour les Juifs en Europe après la guerre, ou encore l'assouplissement de l'État suisse quant à sa politique d'admission des réfugiés face à l'Allemagne nazie.

Le métier d'historien est ensuite analysé au prisme de deux aspects. Claude Hauser s'intéresse à Herbet Lüthy qui se retrouva au centre d'un débat entre séparatistes et anti-séparatistes, à propos du territoire jurassien. Ainsi le chercheur montre-t-il qu'il est difficile pour un historien de s'en tenir à une seule position si l'on prend en compte « la variété et le contexte de ses interventions dans la cité ainsi que ses propres réactions face aux résonances publiques de ses réflexions ou engagements » (pp. 120-121). Andrea Porrini propose ensuite une réflexion sur la médiatisation télévisuelle des historiens et de leurs discours sur la Seconde Guerre mondiale. Son étude montre une « corrélation entre la position de la chaîne dans l'espace médiatique, la place occupée par les historiens et le type d'histoire diffusée » (p. 132). Pour lui, la médiatisation est synonyme de vulgarisation puisque les historiens sont, selon ce qu'ils présentent, catégorisés comme étant des « vieux » ou des « nouveaux ». La télévision suisse tendrait à donc à dévaloriser certains de leurs propos. D'où une argumentation sur l'utilité de la mémoire dans la justification de l'histoire à des fins politiques, avec un exemple, celui de Georges-André Chevallaz qui aurait joué sur trois statuts : celui d'officier vétéran – témoin –, de conseiller fédéral – homme d'État – et d'historien. Comment pourrait-on alors le contredire ?

Un peu en décalage par rapport aux contributions précédentes, Charles Heimberg s'intéresse à un autre type d'historien : l'enseignant d'histoire dans le secondaire. En surface, il en critique la profession et remet en question l'enseignement de « l'histoire de tous » qui met plusieurs aspects en tension : la nature même de l'histoire scolaire ; la mémoire et l'identité. Pour Charles Heimberg, l'histoire doit être une discipline enseignée par « élémentation », c'est-à-dire « une déconstruction des savoirs historiques et une reconstruction de ceux-ci en fonction des modalités d'apprentissage des élèves » (p. 141). Mais l'enseignement de l'histoire est difficile car il doit « permettre aux élèves de voir le monde avec davantage de sens critique » (*ibid.*). En définitive, l'auteur critique la formation actuelle des enseignants qu'il juge « insuffisante » et propose d'instaurer l'enseignement de l'« élémentation », en mettant en contact enseignement et recherche, en histoire comme en didactique.

Pour introduire la section concernant ce qui a trait à la représentation et à la fonction sociale de l'historien, Marc Perrenoud se fonde sur les débats de la fin du XX<sup>e</sup> siècle portant sur le génocide des Juifs d'Europe et les relations avec les nazis. Son propos

reste très, ou trop, théorique ñ rappel de trois études, présentation de cinq processus, liste des six catégories de protagonistes et une chronologie de sept phases historiques entre 1996 et 2002 ñ, et aurait mérité une étude de cas. Néanmoins, il se révèle fort utile pour comprendre l'évolution de l'importance des historiens suisses dans les débats liés à la « question juive » en Suisse. La proposition de Guy P. Marchal s'inscrit directement dans cette logique puisque ce dernier propose une autoréflexion sur le rôle civique de l'historien vis-à-vis d'une commémoration. En effet, ce dernier a été contacté pour être impliqué dans le jubilé (1986) de la bataille de Sempach, intitulé « 600 ans ville et campagne de Lucerne ». Son travail a engendré de vives réactions de la part d'autres historiens car il a renvoyé aux légendes un personnage important, un certain Winkelried qui, pour ses pairs, est incontournable dans l'histoire de ladite bataille. Cet exemple montre le décalage entre les acquis des sciences historiques et la conscience historique dans l'opinion publique.

Quant à Antoon De Baets, il propose une réflexion sur la question « La mémoire est-elle un droit ou un devoir ? ». Cette dernière contribution interroge l'historien qui serait caché en chacun. Pour l'auteur, la mémoire est un droit et non un devoir, car l'imposer comme un devoir violerait les droits. Il précise que tous les devoirs envers les morts sont marqués par la mémoire et que trois groupes défendent ce devoir. Mais s'il présente ceux-ci de façon positive, c'est pour mieux les critiquer ensuite. Il en contrecarre les idées tout en concluant par trois exceptions au devoir de mémoire : soi-même, les historiens et les gouvernements. En dernier ressort, Antoon De Baets explique que le droit à la mémoire et le droit à l'histoire sont détenus à la fois par les personnes et par la société toute entière, puisque, d'un côté, à titre individuel, il y a le désir d'oublier ou de se remémorer et, de l'autre, il y a le droit collectif à connaître la vérité sur le passé. En définitive, on comprend que chacun est libre du point de vue mémoriel et historique.

Pour conclure l'ouvrage, Olivier Dumoulin reprend l'essentiel des contributions et fait émerger l'idée qu'il y a toujours eu une interdépendance entre histoire et société ; ce qui a permis à la confédération helvétique de se construire au fil du temps. Il met également en avant l'évolution socio-politico-historique caractérisant « le monde de la science et celui de l'instrumentalisation publique » (p. 206). Si ces études concernent la Suisse, on comprend à leur lecture l'intérêt qu'elles représentent pour d'autres nations. Ainsi pourraient-elles s'appliquer à la société

française, voire, offrir les termes d'une comparaison entre les deux pays...

**Anthony Michel**

CREM, université Paul Verlaine-Metz  
michelanthony@yahoo.fr

**Manuel REBUSCHI, *Qu'est-ce que la signification?***

Paris, J. Vrin, coll. Chemins philosophiques, 2008, 125 p.

La librairie philosophique Jacques Vrin a un grand souci pédagogique. *Qu'est-ce que la signification?* en témoigne. Destiné aux étudiants des universités et des classes préparatoires, le livre n'oublie pas non plus un public dit cultivé et qui l'est sûrement puisqu'il attend, si l'on en croit la quatrième de couverture, « un traitement direct et clair de questions de philosophie générale ». Quoi de plus général en effet que la notion de signification qui, si elle ne fait pas partie des quelques quinze grandes notions du programme de philosophie de terminale, est tout de même au cœur de ce qu'on appelle – en philosophie – l'herméneutique, c'est-à-dire l'interprétation, et participe des interrogations sur le langage. Sur cette même quatrième de couverture où les intentions de l'ouvrage et sans doute de l'auteur sont affichées, on peut lire les quatre questions que l'on peut considérer comme centrales et que l'on va s'attaquer à résoudre : y a-t-il un intermédiaire entre le langage et le monde? La signification se réduit-elle à l'information? Les significations sont-elles dans la tête? Les formalismes peuvent-ils expliquer la signification? Hélas, aucune de ces questions n'est véritablement traitée. C'est bien dommage car chacune est des plus pertinentes. Avec la première, c'est la question des rapports entre la pensée et le langage qui est posée. En effet, voit-on un autre intermédiaire entre le monde et la langue que la pensée? Hegel a affronté la question dans la langue un peu surnaturelle qui est la sienne. On s'accorde aujourd'hui assez simplement et avec lui à admettre la réciproque rétroaction de l'une sur l'autre, et si c'est à peu près tout, encore convenait-il de le signaler puisque ce livre s'adresse à des étudiants. La deuxième question est dans l'air du temps. Communiquer, est-ce informer? Si ce n'était que cela, la vie serait sinistre et le langage réduit à sa seule fonction instrumentale. L'usage et l'élégance intellectuelle veulent que l'on procède dans ce cas à une petite étude de l'aire sémantique de chacun des termes que l'on emploie. C'est une manière de reconnaître l'épaisseur et la chair de la langue, une manière de ne pas oublier que les mots ont une histoire, qu'ils se chargent de significations à travers les siècles. Tout le contraire de

la formalisation mathématique qui consiste à changer un mot en un « x », et d'entrer ainsi dans la formidable modélisation logique, efficace, puissante, redoutable et décharnalisée. Quant à la troisième question de savoir où se logent les significations, elle n'est pas seulement un mythe décoratif ou une question dépassée. Les scolastiques se la posaient déjà, et c'est au cœur de toute épistémologie. La connaissance est-elle dans l'objet connu, dans le sujet connaissant ou dans l'interaction entre les deux? Jean Piaget a donné quelques éléments de réponse que les formalistes feraient bien de ne pas ignorer ou de feindre d'ignorer. Il n'aimait guère la philosophie, et sans doute les philosophes, il est vrai. On peut considérer que cet opuscule tente de répondre à la quatrième question, celle de savoir si les formalismes peuvent expliquer la signification. Or, sans vraiment en avoir le projet, il montre que, pour répondre à la question de la signification, les formalistes ont modélisé de telle sorte qu'elle soit occultée, et c'est l'histoire de ce refoulement – comme diraient les psychanalystes – que, sans le savoir, il raconte. À quoi s'emploie alors l'auteur? À montrer sa culture et à exposer les modèles qui ont dominé la question tout en se gardant bien d'y répondre et en mettant hors-jeu un certain nombre de faits décisifs, à commencer par la dimension cognitive du sens qui est abandonnée pour des modèles purement formels. L'auteur va même jusqu'à formuler l'idée, parfaitement vraie, selon laquelle « la philosophie du langage s'est fourvoyée dès le départ en glissant sur la pente savonneuse des méthodes logico-formelles, alors que les approches structuralistes ou mentalistes pratiquées par les linguistes offraient un cadre alternatif cohérent pour penser la signification » (p. 80). Mais c'est pour y répondre aussitôt : « Une réponse plus subtile consistera à affiner le formalisme plutôt qu'à jeter le bébé formel avec l'eau du bain » (*ibid.*). Là, il faut admirer la tournure impersonnelle du style. On frissonne devant tant de courage intellectuel. L'autre problème que pose l'analyse logique du langage est tout aussi clairement formulé : « Ce qui est mis à l'épreuve au travers de l'analyse logique du langage, ce [...] sont des présuppositions ontologiques ou métaphysiques générales, en particulier nos conceptions du possible et du nécessaire » (p. 8). Absolument! Cela méritait d'être traité, avec la question du probable, qui est au cœur des relations de significations. Le premier paragraphe du livre commençait pourtant plutôt bien : de quoi s'agit-il lorsqu'on parle de signification? On nous dit avec justesse que « nous parlons du monde » (p. 7), ce qui est banal. Mais par là, il faut entendre que lorsque nous parlons nous parlons de quelque chose – du